

## **FONDS « FRANCOPHONIE AVEC ELLES » - édition 2024**

### **CONTEXTE**

Les quatre premières éditions du Fonds « La Francophonie avec Elles » ont confirmé, par leurs résultats concrets, la pertinence ainsi que l'utilité de ce dispositif. En apportant un soutien à 254 projets, le Fonds a eu un impact significatif sur la vie de près de 57 000 filles et femmes, réparties dans plus de 34 pays au sein de l'espace francophone.

Initialement créé pour apporter un soutien aux femmes pendant la crise sanitaire du Covid-19, la 124<sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie a recentré le mandat du Fonds sur l'autonomisation économique et sociale des femmes en situation de vulnérabilité.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) poursuit ainsi son engagement en faveur de l'émancipation socio-économique des filles et des femmes, dans le but de réussir l'égalité des sexes, l'éradication de la pauvreté et la promotion d'une croissance inclusive.

### **OBJECTIFS**

Le Fonds « La Francophonie avec Elles » a pour objectif de renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes en situation de vulnérabilité dans une perspective de développement durable.

Les objectifs spécifiques du Fonds sont :

- d'améliorer la participation et l'inclusion des femmes à la vie économique et sociale ;
- d'améliorer l'accès des femmes aux formations professionnelles ;
- de soutenir les femmes en vue du développement d'activités génératrices de revenus et faciliter leur accès aux opportunités économiques.

Pour cette 5<sup>e</sup> édition du Fonds « La Francophonie avec Elles », une attention particulière sera accordée aux projets ciblant l'employabilité et l'entrepreneuriat des femmes.

De plus, les propositions de projets émanant des petits pays insulaires sont vivement encouragées.

Des thématiques prioritaires sont définies par région afin de tenir compte des problématiques auxquelles sont confrontées les femmes et des contextes dans lesquels elles évoluent. Ces thématiques constituent des orientations privilégiées à l'attention des organisations de la société civile et non des critères de l'éligibilité.

- Afrique de l'Ouest : formalisation des activités génératrices de revenus ;
- Afrique centrale : accès aux opportunités économiques dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage, de la pêche, de la valorisation et la transformation des produits forestiers non ligneux (PFNL) notamment en faveur des femmes déplacées ;
- Afrique du Nord et le Moyen-Orient : renforcement de la participation des femmes y compris migrantes et réfugiées, au marché de l'emploi par le biais des formations professionnalisantes ;
- Asie Pacifique : accès aux formations professionnelles orientées vers l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat ;

- Caraïbes : renforcement de capacité entrepreneuriale des femmes et des filles dans les domaines de l'agriculture durable, de la sylviculture, de l'élevage et de la transformation des fruits et légumes ;
- Europe centrale et orientale : accès aux formations professionnelles vers la création d'activités génératrices de revenus (AGR) ou une insertion durable dans l'emploi ;
- Océan Indien et Djibouti : accès aux opportunités économiques dans les domaines de l'agriculture durable, de l'économie bleue, de l'artisanat et des services de proximité.

Le Fonds « La Francophonie avec Elles » soutient des actions de terrain menées par des organisations de la société civile francophone ancrées localement (associations, coopératives, ONG, etc.).

## **PUBLIC CIBLE**

Les projets appuyés par le Fonds bénéficient majoritairement aux femmes, notamment celles en situation de pauvreté et de vulnérabilité, qui sont à l'intersection de plusieurs discriminations (jeunes femmes – 15-35 ans), femmes âgées, femmes migrantes et réfugiées, filles mères, mères célibataires, femmes vivant avec le VIH, femmes en situation de handicap, femmes issues de minorités sexuelles, etc.

## **CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ**

### **a. Critères d'éligibilité relatifs à l'organisation candidate**

Pour être éligible, l'organisation candidate devra remplir les conditions suivantes :

- Être une organisation de la société civile (OSC) : (Sont considérées comme des OSC : les organisations non gouvernementales, les fondations, les associations à but humanitaire, les groupements d'intérêt économique, les coopératives, les instituts de recherche privés et les partenaires sociaux. Ne sont pas considérées comme des OSC les personnes physiques, les universités publiques, les entreprises et les collectivités territoriales) ;
- Être enregistrée et officiellement reconnue par les autorités d'un des [54 Etats et gouvernements membres de plein droit de l'OIF](#) depuis plus de deux ans ;
- Faire état d'une gouvernance fonctionnelle, transparente et démocratique (tenue régulière des réunions, assemblées générales et événements ou activités en lien avec son objet social ; existence d'un Conseil d'administration, possibilité d'acquérir des nouveaux membres ; et production des rapports réguliers sur ses activités et finances) ;
- Disposer de capacités financières annuelles supérieures ou égales au montant de la subvention sollicitée (Par exemple, une organisation de la société civile dont le budget annuel est de 50 000 euros ne pourra solliciter une subvention supérieure à 50 000 euros).

### **b. Critères d'éligibilité relatifs au projet**

Pour être éligible, le projet devra remplir toutes les conditions suivantes :

- S'aligner sur l'objectif général du Fonds tout en visant au moins deux des trois objectifs spécifiques définis (voir plus haut) et proposer des activités répondant aux indicateurs du Fonds figurant dans le questionnaire ;



- Bénéficiaire principalement et directement aux femmes et jeunes femmes (les hommes peuvent toutefois être bénéficiaires d'actions de sensibilisation visant à en faire des acteurs de changement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes) ;
- Intégrer les enjeux relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les étapes du projet, de l'état des lieux des besoins à la mise en œuvre des activités ;
- Être mis en œuvre sur le territoire d'un ou plusieurs des 54 Etats et gouvernements membres de plein droit de l'OIF ;
- Proposer un projet nouveau pour la structure. Aucune subvention ne sera attribuée à un projet en cours de mise en œuvre ;
- Avoir une durée totale de 36 mois comprenant 18 mois de mise en œuvre initiale, suivis d'un accompagnement continu pendant 18 mois après la fin des activités (qui permettra de s'assurer que les femmes bénéficiaires ont poursuivi leurs actions, qu'elles sont parvenues à trouver d'autres financements, etc.) ;
- Démarrer les activités du projet à partir de la signature du Protocole d'accord de subvention ;
- Solliciter une subvention exprimée en euros et comprise entre 15 000 et 100 000 euros représentant au maximum 80% du coût total du projet (Par exemple, si le budget global du projet est de 100 000 euros, il n'est pas possible de demander une subvention supérieure à 80 000 euros (100 000 euros x 80%).

Les activités du projet ne doivent pas servir des objectifs de propagande religieuse ou politique.

Chaque organisation ne pourra présenter que 2 candidatures au maximum.

L'examen de l'éligibilité de l'organisation candidate et du projet sera réalisé par l'OIF sur la base d'une grille d'éligibilité réalisée à partir des critères cités ci-dessus.

## **CRITERES DE SELECTION**

Les candidatures éligibles seront départagées selon les critères suivants :

- L'organisation porteuse est implantée localement et est de taille et ressources modestes ;
- L'organisation porteuse dispose d'une expertise, d'une expérience et d'une plus-value au regard des objectifs du Fonds ;
- L'organisation porteuse s'appuie sur des organisations de la société civile partenaires et l'implication des pouvoirs publics locaux pour mettre en œuvre son projet ;
- Le projet apporte une réponse à un ou des besoins identifiés conjointement avec les bénéficiaires. Il est pertinent et adapté au contexte local ;
- Le projet s'adresse prioritairement aux femmes, jeunes femmes et filles (15-35 ans) en situation de pauvreté et de vulnérabilité ;
- Le projet est mis en œuvre dans le respect du multilinguisme. L'usage du français est encouragé de même que celui des langues locales pour une bonne mise en œuvre du projet ;
- Les activités du projet prennent en compte les externalités négatives qui pourraient entraver la participation des femmes bénéficiaires (garde d'enfants, prise en charge des transports, etc.) ;
- Le projet prend en compte de manière transversale la lutte contre les changements climatiques ;
- Le projet propose des objectifs à court et moyen termes clairs ainsi que des indicateurs de résultat et d'impact à la fois quantitatifs et mesurables ;
- Le projet décrit une stratégie de pérennisation assurant la durabilité des actions et de ses résultats à l'issue du soutien financier de l'OIF ;

- Le projet présente un caractère innovant (par exemple, cible un secteur d'activité où les femmes sont moins présentes comme les métiers du sport, les sciences) ;
- Le projet décrit clairement les actions de communication qui seront déployées auprès des bénéficiaires, des partenaires et du grand public pour valoriser le soutien de l'OIF.

La notation des projets éligibles sera réalisée par l'équipe opérationnelle du Fonds.

## **MODALITÉS DU SOUTIEN PROPOSÉ**

### **a. Subvention**

Les projets sélectionnés bénéficieront d'une subvention qui sera versée en deux tranches. La première tranche, représentant 80% du montant total de la subvention, sera octroyée à la signature du protocole d'accord de subvention. La seconde tranche, représentant les 20% restants, sera octroyée à la remise des pièces justificatives vérifiées et acceptées par l'OIF (rapport d'exécution technique, rapport financier, factures, etc.) à l'issue de la mise en œuvre du projet. Toute absence de valorisation du soutien de l'OIF pourra entraîner la réduction voire le remboursement de la subvention.

La demande de subvention doit respecter plusieurs règles :

- La subvention sollicitée ne doit pas être supérieure aux capacités financières annuelles de l'organisation demandeuse, c'est-à-dire au budget géré par l'organisation en 2023 ;
- La subvention sollicitée doit être exprimée en euros et être comprise entre 15 000 euros minimum et 100 000 euros maximum (voir page 3) ;
- La subvention demandée à l'OIF ne doit pas représenter plus de 80% du coût total du projet. Les 20% restants devront être apportés par une/des subvention(s) et/ou par les contributions propres de l'organisation (valorisation de l'expertise, patrimoine matériel/immatériel, bénévoles, etc.) (voir page 3) ;
- Les frais de fonctionnement ne peuvent pas dépasser 20% du coût total du projet. Ces frais comprennent les dépenses liées au fonctionnement du siège de l'organisation (loyer, factures d'électricité/d'eau, frais de connexion à internet, frais bancaires, etc.) ainsi que les dépenses liées au personnel (salaires des chargé.es de projet, comptables, chargé.es de suivi-évaluation, etc.). Ne sont, en revanche, pas considérés comme des frais de fonctionnement l'ensemble des dépenses liées à la mise en œuvre du projet (salaires des animateur.trices et formateur.trices, fournitures des formations, micro-crédits, kits, frais de communication, etc.).
- Le budget doit consacrer entre 5% et 7% des dépenses aux actions de visibilité (création d'affiches, rédaction d'articles, diffusion sur les réseaux sociaux, réalisation de vidéos promotionnelles, participation à des événements médiatiques, rassemblement communautaire, journée du 8 mars, etc.) et prévoir entre 15% et 20% des dépenses liées à l'activité de suivi et d'évaluation de l'initiative (compilation des indicateurs de résultats, suivi des femmes formées et intégrées dans l'emploi, etc.).

Le Comité de gestion se réserve le droit de solliciter des ajustements aux projets conformément aux priorités du Fonds, ainsi que de modifier le montant de la subvention accordée.

### **b. Appui-conseils et suivi par les Représentations extérieures de l'OIF**

L'OIF dispose de 13 Représentations extérieures pour l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord, les Amériques, l'Asie et le Pacifique, les Caraïbes, l'Europe centrale et orientale, le Moyen-Orient, et l'océan Indien. Les organisations de la société civile



sélectionnées bénéficieront d'appui-conseils et d'un suivi par la Représentation extérieure de l'OIF chargée de la couverture du territoire sur lequel le projet est mis en œuvre.

Pour l'Afrique centrale : [repac@francophonie.org](mailto:repac@francophonie.org)

Pour l'Afrique de l'Ouest : [repao@francophonie.org](mailto:repao@francophonie.org)

Pour l'Afrique du Nord : [repan@francophonie.org](mailto:repan@francophonie.org)

Pour les Amériques : [repam@francophonie.org](mailto:repam@francophonie.org)

Pour Djibouti : [agents.rpua@francophonie.org](mailto:agents.rpua@francophonie.org)

Pour l'Europe centrale et orientale : [repeco@francophonie.org](mailto:repeco@francophonie.org)

Pour l'océan Indien : [repoi@francophonie.org](mailto:repoi@francophonie.org)

Pour la zone Asie-Pacifique : [repap@francophonie.org](mailto:repap@francophonie.org)

Pour le Moyen-Orient : [repmo@francophonie.org](mailto:repmo@francophonie.org)

Pour les Caraïbes : [brecal@francophonie.org](mailto:brecal@francophonie.org)

### **c. Suivi-évaluation**

Les organisations de la société civile lauréates du Fonds « La Francophonie avec Elles » bénéficieront d'un accès à une plateforme de suivi-évaluation en ligne. Elles s'engagent à compléter trimestriellement les indicateurs préalablement définis afin d'indiquer l'état d'avancement de la mise en œuvre de leur projet au regard des objectifs du Fonds.

## **COMMENT CANDIDATER ?**

Les candidatures devront être soumises directement en ligne avant le 31 mai 2024 à 23h59 (heure de Paris).

Pour candidater, il te suffit de remplir le formulaire en cliquant sur l'onglet "Soumettre un projet " en haut de la page.

Le dossier devra être composé des documents suivants :

- a. Récépissé de reconnaissance légale de l'organisation par les autorités d'un Etat ou d'un gouvernement mentionnant la date de création de l'association ;
- b. Rapport d'activités annuel et financier faisant état des missions et du fonctionnement de l'association (présentation du conseil d'administration, nombre de personnels travaillant dans l'association, membres actifs, etc.), de de l'ensemble des activités mises en œuvre ainsi que des ressources (notamment financières) et dépenses de l'organisation en 2023 ;
- c. Budget prévisionnel détaillé présentant les dépenses et les ressources du projet à l'équilibre (total des dépenses = total des ressources) ;
- d. Calendrier prévisionnel de mise en œuvre des activités.

Les questions peuvent être adressées à l'équipe de gestion opérationnelle du Fonds « La Francophonie avec Elles » à l'adresse courriel : [aap-fff@francophonie.org](mailto:aap-fff@francophonie.org)

Toute candidature adressée à cette adresse courriel ne sera pas prise en compte.

Le Guide pour monter un projet dans le cadre de la cinquième édition du Fonds « La Francophonie avec Elles » et du budget prévisionnel sont disponibles au lien suivant : <https://partage.francophonie.org/public/docressourcesfae>